

# L'Étincelle

Pour la construction d'un parti  des travailleurs communiste et révolutionnaire

PSA  
CT  
VÉLIZY

Lundi 26 novembre 2018

## Gilets jaunes : Macron rhabillé pour l'hiver

**Avec plus de 100 000 manifestants, la journée de mobilisation des « Gilets jaunes » samedi dernier a été un succès. Macron a exprimé hypocritement sa « honte » face aux échauffourées sur les Champs-Élysées, mais pour les dizaines de milliers de travailleurs, chômeurs ou retraités qui depuis plus d'une semaine se retrouvent quotidiennement pour organiser les barrages filtrants, c'est la fierté qui domine !**

En dépit de la fatigue et des CRS, la mobilisation se maintient, quitte pour beaucoup à « faire les 3/8, comme à l'usine », et exprime une colère sociale qui se généralise. À la Réunion, l'armée a décrété le couvre-feu pendant plusieurs jours en réponse à la multiplication des barrages, avant que ne soit finalement annoncé le gel de taxes pénalisant tout spécialement l'île.

### Sois jaune et tais-toi

Macron, jusque-là quasi muet sur le sujet, se débat pour ne pas céder à la principale revendication, la suppression de la hausse de la taxe carbone, et faire illusion par quelques mesurette comme l'extension aux chaudières au fioul de la prime à la casse des voitures ou la mise en place de microcrédits pour l'achat de nouveaux véhicules !

En revanche aucune annonce concernant le rétablissement de l'ISF, dont la suppression sera directement compensée par la hausse de la taxe carbone de l'aveu même du ministère de l'Économie. Pas question non plus de taxer les profits colossaux engrangés par les compagnies pétrolières comme Total. Et le gouvernement vient de ponctionner de 577 millions d'euros le budget prévu en 2018 pour cette soi-disant « transition écologique ». C'est dire si l'environnement a bon dos !

### La taxe de trop

Mais ces contre-feux pseudo-écologiques risquent d'être bien dérisoires pour éteindre l'incendie social en train de se propager : car parmi les milliers de travailleurs pauvres qui se mobilisent, souvent pour la première fois de leur vie et découvrent ainsi la puissance de la force collective, la question des carburants n'est que « la goutte qui fait exploser le réservoir de la colère », ainsi que le déclare un manifestant. Sur les gilets comme sur les pancartes,

les slogans parlent désormais du chômage, de la précarité généralisée, des salaires et des retraites de misère qui ne permettent pas de tenir jusqu'à la fin du mois, des conditions de travail de plus en plus dégradées, etc. Comme le résume une manifestante dans l'Eure : « On veut que ça s'arrête, on veut pouvoir manger et vivre correctement. »

### La crainte de l'extension

En réponse, Macron et Castaner ont dénoncé les violences des Champs-Élysées : une violence anecdotique en comparaison de la violence sociale infligée par le gouvernement. En dénonçant un « mouvement séditieux », manipulé par l'extrême droite, Castaner essaie de faire peur au reste de la population qui regarde avec sympathie les Gilets jaunes. Mais tous ces travailleurs et travailleuses, aide-soignantes, caissières, ouvriers du bâtiment, précaires, licenciés reconvertis en auto-entrepreneurs, salariés, chômeurs et retraités ne s'en laissent pas conter et s'organisent eux-mêmes. Et, au-delà de faire céder Macron sur la taxe carbone, les revendications se multiplient à propos de la vie chère, des salaires, de la CSG, du forfait hospitalier et bien d'autres.

En quelques jours, c'est toute une fraction de la classe ouvrière, celle qui était précisément la moins organisée et la moins visible, qui vient de prendre l'initiative de la lutte. Une lutte que l'ensemble du monde du travail, qui subit lui aussi les attaques du gouvernement et du patronat, a tout intérêt à rejoindre. Oui, les expériences faites par de nombreux travailleurs montrent que le mouvement pourrait s'étendre et gagner les entreprises et amorcer, pourquoi pas, une lutte d'ensemble contre le « président des riches », et contre ses bons amis patrons, capables comme Carlos Ghosn, ex-PDG de Renault-Nissan détrôné, de rafler des dizaines de millions au fisc !

**Sémaphore, ça va fort !**

La communication interne CTV nous inonde d'incitations à la mobilité, surtout vers la sortie, pour le DAEC 2018. La direction se donne de la peine pour nous éjecter : conférences sur la création d'entreprises, ateliers CV, baromètre du marché de l'emploi, offres d'emploi, tout y passe. La petite calculette à la fin pour ses indemnités bien sûr.

Le cabinet auquel fait appel la direction se nomme Sémaphore. En informatique le sémaphore binaire est une variable (d'ajustement ?) qui sert à exclure. Stop aux suppressions de postes et à l'augmentation de la charge de travail pour ceux qui restent.

**La prestation ce super filon**

C'est confirmé, PSA va céder jusqu'à 2000 salariés d'Opel à la société d'ingénierie Ségula. L'activité de nos collègues allemands dépendra donc des commandes de constructeurs qui auront au préalable fait pression au maximum sur les prix afin de faire leur beurre sur des salariés déjà expérimentés.

Les constructeurs cherchent à se séparer de leurs salariés aux statuts et conditions de travail plus favorables. Ce n'est pourtant pas le travail qui manque avec tout les projets hybrides et électriques en cours ou à venir.

Avec ces externalisations comme avec le MTC, notre patron cherche à précariser les salariés pour mieux augmenter ses marges : 1,5 milliards d'euros de résultats nets au premier semestre 2018 !

**L'hôpital qui se fout de la charité**

PSA fait répandre et reprendre par la presse que la fermeture du site de Saint-Ouen serait quasi contrainte et forcée par les pouvoirs publics pour la construction d'un hôpital.

Et la vente du terrain de la Garenne c'était sans doute pour un dispensaire !

Le devenir des salariés est, on le sait, le cadet des soucis de PSA quand il y a une opération immobilière de plus à faire.

**À Vauxhall-Opel, PSA fait de la surenchère**

PSA a annoncé 241 suppressions de postes supplémentaires dans l'usine d'Ellesmere Port en Grande-Bretagne pour 2019 : elles s'ajoutent aux 650 déjà annoncées. Près de la moitié des salariés du site se retrouvent ainsi concernés !

Plus tôt dans l'année, Tavares a touché une prime d'un million d'euros pour avoir été l'instigateur du « *plan de redressement d'Opel-Vauxhall* ». Pour redresser les profits sur le dos des salariés, c'est sûr que les actionnaires de PSA peuvent compter sur lui !

**Carlos is gone**

Carlos Ghosn a été arrêté la semaine dernière au Japon. Il est accusé d'avoir caché une partie de ses revenus (plus de 60 millions d'euros tout de même !) et d'avoir piqué dans la caisse pour ses dépenses personnelles. Tout ça alors qu'il touche déjà la modique somme d'environ...40 000 euros par jour.

Pendant que les taxes et le coût de la vie augmentent pour nous et que nos salaires restent bloqués, les plus riches patrons de la planète fraudent le fisc !

**Une très grosse Ghosnerie**

Robert Peugeot, dont le magot caché - constitué de lingots d'or et d'une collection de montres de luxe - avait été révélé par un cambriolage en 2010, avait juste eu à déjeuner avec Éric Woerth, ministre du budget de l'époque, pour s'assurer que le fisc ne vienne pas lui chercher de poux dans la tête.

Comment Carlos pouvait-il penser qu'il en irait autrement tant lui et ses semblables sont habitués à se tenir au-dessus des lois ?

**Explosion de colère à la Réunion**

À la Réunion, le mouvement des gilets jaunes a pris une ampleur exceptionnelle, paralysant totalement l'île. L'État français réagit par la répression, en envoyant des escadrons de gendarmes mobiles et en imposant un couvre-feu.

Mais cette mobilisation met en lumière la situation sociale dramatique vécue par la population de la Réunion, y compris les « cagoules noires », jeunes des quartiers déshérités : 40 % des réunionnais vivent sous le seuil de pauvreté, avec un fort taux de chômage, alors que le coût de la vie est très élevé.

C'est pourquoi les manifestants revendiquent la baisse des prix, l'augmentation des salaires, des retraites, et des minimas sociaux. Des mots d'ordre à généraliser !

**#Noustoutes**

Samedi dernier, 30 000 personnes ont défilé à Paris contre les violences faites aux femmes. Un succès nécessaire et qui doit avoir des suites.

En 2017, près de 22 000 femmes ont été victimes de violences conjugales et il y a 250 viols ou tentatives chaque jour en France.

Alors que toutes les subventions aux associations d'aide aux victimes sont en baisse, le gouvernement annonce l'ouverture mardi d'une... plate-forme internet de signalement, avec plus d'un mois de retard. À comparer au milliard d'euros débloqué par l'Espagne pour lutter contre les violences faites aux femmes.